

---

**MOBILISATION NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE DU 27 JANVIER 2022**  
**DISCOURS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**  
**PLACE DE LA BASTILLE AU DÉPART DE LA MANIFESTATION A PARIS**

---

Chères et chers camarades,

**Nous sommes ici**, travailleurs, salariés, manifestants, parce que nous sommes syndicalistes,

**Nous sommes ici**, parce que nous croyons à la force collective du salariat pour défendre ce qui fait la condition des travailleurs : le salaire !

**Nous sommes ici**, parce que la valeur travail, sa reconnaissance, c'est sa rémunération effective, c'est le salaire qui doit permettre à toutes et tous de vivre dignement de son travail.

**Nous sommes ici**, parce que nous n'acceptons pas que trop nombreux soient ceux qui malgré le travail accompli, ou parce qu'ils n'ont plus d'emploi, ou parce qu'ils sont retraités, ont tout juste de quoi se loger, ont à peine de quoi se chauffer, se déplacer, ont du mal à se nourrir correctement, sainement.

Face à l'inflation des prix, les négociations se sont multipliées, mais les conflits aussi se sont multipliés. Dans plusieurs entreprises, secteurs d'activité, des avancées ont pu être obtenues.

C'est loin d'être le cas partout !

**Sur le SMIC**, nous ne nous satisfaisons pas que le gouvernement se réfugie derrière un soi-disant groupe d'experts qui, en douze années d'existence, a toujours répété la même antienne, opposant le salaire à l'emploi !

Que ces experts, pour parfaire leur expertise, fassent un stage en immersion d'une année de vie au SMIC ! On verra alors s'ils trouvent toujours que le SMIC est trop élevé.

Comme nous ne nous satisfaisons pas **du gel de l'indice de rémunération** dans la Fonction publique. Les agents, nombreux, de catégorie C, de catégorie B démarrent au SMIC et restent toute leur carrière à peine au-dessus du SMIC. Comment s'étonner que l'on recrute difficilement, que l'on peine à garder les fonctionnaires sur leurs emplois dont la noblesse est pourtant de servir la Fonction publique et le service public, de servir la République !

**Le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi !** L'ennemi de l'emploi, ce sont les marchés financiers déconnectés de l'économie réelle, la spéculation financière, l'évasion fiscale et les dividendes versés sans vergogne, c'est la course à la compétitivité dans un contexte de mondialisation sans entrave aucune que ce soit sociale ou environnementale.

Mes chers camarades, le salaire, c'est aussi **le salaire différé**, la part de richesses consacrée à la santé, aux retraites, à l'assurance chômage, au logement... à la solidarité collective.

**Nous sommes ici**, camarades, parce que nous portons la revendication majeure de la redistribution des richesses par les salaires dans leur entièreté.

Nous appelons à **libérer les négociations collectives de salaires**, en abrogeant les dispositions de la loi travail et des ordonnances.

Nous appelons **au rétablissement de la hiérarchie des normes**, à mettre fin aux processus de sous-traitance en cascade et d'externalisation qui enferment les salariés dans des trappes à bas salaires tout au long de leur vie active, sans espoir d'en sortir !

On a beaucoup parlé des **emplois essentiels** face à la pandémie. Si nous avons pu, à force de mobilisation et de détermination, faire progresser la situation dans le secteur de la santé, trop d'emplois dans nombre de secteurs qui ne se sont pas arrêtés, ont assuré la continuité des services publics, de l'approvisionnement de la population, ceux qui ont été qualifiés de « deuxième ligne », trop d'emplois restent confinés aux bas salaires, avec des contrats à temps partiel et des contrats précaires.

**Salariés des services à la personne, de la propreté, de la prévention sécurité**, je ne peux pas tous les citer, vous manifestez aujourd'hui, avec nous, et nous manifestons aujourd'hui avec vous parce que la reconnaissance ne se paye pas de mots ni de bons sentiments !

Et nous alertons sur **les retraites**. Nous avons mis en échec le système universel par points. Parce que nous avons raison. Nous avons raison de nous opposer à un système dont le but était de réduire le niveau des pensions et de repousser le moment de pouvoir enfin jouir d'un repos mérité. **Reculer l'âge de la retraite**, nous y sommes résolument opposés ! C'est aussi ce que nous disons aujourd'hui.

La réponse c'est la garantie pour les jeunes d'accès à un emploi pérenne à temps plein, la sortie des emplois scotchés au SMIC, à temps partiel et en contrat précaire que subissent trop souvent les femmes, le maintien dans l'emploi des seniors.

Si nous croyons à la force de la négociation collective pour faire progresser les droits des salariés, pour obtenir la progression des salaires, nous croyons à la force de la manifestation, à la force de la grève quand elle est nécessaire ! C'est là, la force collective du syndicalisme, c'est là, la force collective du salariat.

Si nous sommes là aujourd'hui, c'est parce que nous, syndicats, étions là hier et voulons affirmer que nous, syndicats, travailleurs, salariés seront là demain pour faire valoir et faire progresser les droits des travailleurs pour la justice sociale !

